

Un nouveau cap politique pour le PCF

Contribution au choix de la base commune du 38^e congrès du PCF - Igor Zamichiei

À quelques jours du vote des communistes pour le choix de notre base commune, **j'ai décidé de dire, comme beaucoup de communistes l'ont déjà fait, pour quel projet de base commune je voterai et pour quelles raisons. A mon sens, le texte qui constitue la meilleure base commune pour notre travail de congrès est le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* ».**

Et je veux simultanément contribuer dès maintenant à construire une orientation politique de rassemblement des communistes, car aucun texte ne détient à lui seul les clés d'une relance ambitieuse de notre parti.

C'est ma conception du rôle d'un.e dirigeant.e qui doit dire en transparence ses choix et toujours œuvrer à l'unité du parti. Et c'est un enjeu démocratique.

Une remarque sur l'unité du parti. J'estime que l'affrontement entre textes alternatifs n'est pas la bonne façon de gérer le pluralisme indispensable dans un parti communiste et qu'il faudra réviser nos statuts. Non seulement cela renforce la constitution de tendances mais également la délégation de pouvoir. Et cela conduit à des excès et des postures innacceptables, et de tous côtés, comme nous l'avons constaté ces derniers jours. J'essaie, comme l'immense majorité des communistes, de ne jamais y céder, mieux, de les combattre. Mais je n'accepte pas que cette réalité soit le prétexte pour discréditer les textes alternatifs à celui du conseil national. Si ces textes existent c'est que des orientations réelles s'opposent. Et si notre unité souffre de débats de tendances, elle est en fait principalement affaiblie par le manque de choix clairs et d'un cap politique mobilisateur.

*

Au fond, quel est l'enjeu de notre congrès extraordinaire ?

Il se résume pour moi en une ambition : fixer un nouveau cap politique pour le PCF pour les dix à quinze prochaines années afin de lui permettre de relever les immenses défis politiques auxquels nous sommes confrontés. Un cap qui se donne pour ambition de faire progresser notre projet et l'influence de notre parti, de structurer à nouveau le débat politique dans le pays et qui donne un horizon aux énergies militantes.

Pour parvenir à fixer ce cap, **nous devons être lucides sur le bilan de notre action ces dernières décennies.**

L'analyse du déclin du PCF ne doit pas se perdre dans les méandres des difficultés du Front de gauche, se limiter à la seule période 2002-2017, encore moins se rabattre sur une « *crise du communisme* » ou simplement des erreurs de la direction actuelle. Tout ce que j'ai lu à ce sujet dans les différents textes est un peu court.

Le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* » a malgré tout le mérite de pointer le problème qu'a constitué le fait d'avoir trop limité notre rôle au sein du Front de gauche à être « *un facilitateur de rencontres de sommet* » et de prendre réellement la mesure de la perte d'influence nationale de notre parti, renforcée par l'ensemble de la séquence électorale de 2017.

Je crois néanmoins qu'ils nous faut approfondir les causes fondamentales du déclin du PCF.

Cela implique d'abord de se pencher sur les grandes transformations qui ont percuté notre ambition communiste. Nous avons été placés progressivement sur la défensive, d'abord par les difficultés produites par une transformation de la classe ouvrière au cours des années 1970, puis intimidés nous-mêmes par la violence de la classe dominante, amplifiée par l'hégémonie capitaliste mondiale dès le début des années 1990 après la chute du mur et, enfin, étouffés par le rythme de la vie électorale française, singulièrement à partir des années 2000 avec le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral.

Après l'échec de la Gauche plurielle en 2002, notre résultat à la présidentielle de 2007 a été un coup de massue qui a encore affaibli notre capacité offensive alors même que la crise économique et financière de 2007-2008 et la crise politique qui en découlait ouvraient une brèche considérable pour valoriser un projet communiste.

Au sortir de cette séquence, le Front de gauche a été une grande bouffée d'oxygène pour l'immense majorité des militant.e.s communistes, c'est en tout cas comme cela que je l'ai vécu. Puis les divergences se sont approfondies avec le Parti de gauche, singulièrement lors de la séquence électorale de 2014, et a grandi la difficulté pour notre parti, qui s'est renforcée jusqu'à aujourd'hui, à déployer une action autonome ambitieuse.

Tout s'est passé comme si le regain d'influence électorale obtenu dans le cadre du Front de gauche, notamment le bon résultat de la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2012, nous avait exonérés de relever les défis lancés à notre parti. Et en 2017 notre soutien n'était plus qu'un ralliement, sans les moyens de construire un rapport de force nous permettant de peser sur les objectifs de la campagne présidentielle.

Je pourrais décrire longuement les problèmes concrets auxquels nous avons été confrontés dans le Front de gauche mais à mon sens l'échec de cette expérience renvoie fondamentalement, comme pour les précédentes, à **trois défis que nous avons négligés depuis quarante ans** :

- le défi de la formulation des grandes transformations révolutionnaires que nous portons
- le défi de la définition de la classe sociale que nous voulons unir, de son intervention durable dans le champ politique et des pouvoirs qu'elle doit conquérir
- et en lien avec ces défis, celui de la transformation de notre parti pour le hisser à la hauteur de la bataille idéologique à mener pour promouvoir notre projet et pour permettre qu'il soit durablement l'outil des travailleurs.euses et des catégories populaires.

*

En cette fin d'année 2018, le contexte mondial, européen et national, place désormais notre parti au pied du mur. Différer une nouvelle fois ces défis serait prendre des risques considérables, car nous vivons une reconfiguration de l'hégémonie capitaliste mondiale très lourde de dangers.

Depuis la crise de 2007-2008, le capital financier a engagé toutes ses forces dans la lutte de classes. Les politiques d'austérité, l'action des principales institutions financières et des banques centrales, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et Emmanuel Macron en sont le témoin. Dans deux des principales puissances mondiales ce ne sont plus seulement des hommes politiques au service des intérêts financiers mais des chefs d'État actionnaires qui sont aux manettes. Ils ont décidé de changer les structures économiques, sociales et démocratiques de leur pays pour servir les intérêts

des multinationales et des banquiers. C'est le sens en France de la loi *travail*, qui a permis l'inversion de la hiérarchie des normes, et demain, si nous ne les mettons pas en échec, d'une réforme des retraites qui portera une attaque inédite à la Sécurité sociale et de la réforme constitutionnelle, qui brisera le peu de contre-pouvoirs qui subsistent au pouvoir présidentiel.

Il faut mesurer, je crois, la gravité et la portée de ce changement. Nous vivons le *hold up* du XXI^e siècle : ce sont les capitalistes, qui ont créé une crise économique et financière d'une ampleur inédite, qui sont pour le moment ceux qui renforcent leur pouvoir et se parent des atours de la modernité, d'une « nouvelle politique », en prétendant résoudre cette crise. Ce *hold up* s'accompagne d'une bataille idéologique de la classe dominante de très grande ampleur, une opération de maquillage, qui vise à dissimuler le fait que dirigeants néolibéraux et dirigeants d'extrême droite sont unis par les liens sacrés du marché. Comme on le voit en Europe, contrairement au discours dominant, les premiers portent des mesures populistes et autoritaires qui n'ont rien à envier à celles des seconds, qui n'hésitent pas quant à eux à recourir à des recettes néolibérales classiques. Et dans cette alliance, ce sont les forces d'extrême droite qui ont le vent en poupe. Si elles continuent de renforcer leur position de pouvoir, mesurons le désastre possible pour l'humanité. Les alertes de nombreux universitaires, notamment d'historiens, se multiplient ces derniers mois pour affirmer que rien ne peut automatiquement nous prémunir d'un retour du fascisme.

*

Pour mettre en échec la violence néolibérale actuelle, et ce danger fasciste, nous devons faire grandir un projet alternatif crédible, concevoir une nouvelle stratégie politique et de nouvelles pratiques de notre organisation.

Concernant le projet, nous devons élaborer un projet communiste du XXI^e siècle, en prise avec les défis du siècle. Cela implique d'approfondir le débat sur les grandes transformations révolutionnaires que nous proposons. Mais d'ores et déjà, « *les objectifs sociaux transformateurs* » avancés dans le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* » sont convergents avec les cinq transformations révolutionnaires inscrites dans *le texte du conseil national* : « *ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail* », en visant notamment une appropriation sociale des moyens de production, un travail émancipé et une sécurisation de l'emploi et de la formation ; « *engager la révolution écologique* » dans tous les domaines, en portant par exemple l'introduction de critères sociaux et écologiques ambitieux et contraignants pour les entreprises ; « *faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme* », « *protéger et développer les services publics* », la fonction publique et « *prendre le pouvoir sur l'argent* ». Les désaccords sont plus importants avec *le texte « Pour un printemps du communisme »*, qui porte notamment les propositions de « *salaire à vie* » et de « *sortie progressive et maîtrisée du nucléaire* », que je ne partage pas, étant toutes les deux contradictoires avec des aspects essentiels de notre projet – mais cela mériterait un débat à part entière.

Un mot sur l'élection européenne avant de développer l'enjeu stratégique. Dans le contexte de montée identitaire, cette élection sera un enjeu clé. Nous ne pouvons pas laisser le parlement européen aux forces d'extrême droite et à l'inverse nous devons renforcer la place en son sein des forces de gauche, singulièrement des forces communistes comme le PCF, qui portent l'ambition de rompre avec l'UE du capital et visent une autre construction européenne, autour d'objectifs sociaux, écologiques et démocratiques. Cela implique de s'appuyer sur les nombreuses luttes en cours pour faire grandir des propositions alternatives crédibles dans des domaines clés comme la production et le travail, le développement des services publics, l'utilisation de l'argent, en lien avec l'enjeu

écologique, ou encore l'égalité femme-homme au cœur de plusieurs mouvements puissants en Europe. C'est à partir de ces questions que nous pourrions initier une dynamique de rassemblement dans la société. Dans l'état actuel de la situation politique et de la gauche française, c'est en développant une campagne ambitieuse conduite par notre chef de file Ian Brossat, qui interpelle toute la gauche sur un projet européen de progrès social, que nous pourrions le mieux créer les conditions du rassemblement le plus large. Nous avons donc besoin d'une immense mobilisation des communistes rassemblés, des directions du parti à tous les niveaux, pour faire grandir une dynamique qui installe un rapport de force qui rende notre projet européen, les candidatures de Ian et de ses colistier.e.s, incontournables.

J'en viens à l'enjeu de la définition de notre stratégie politique.

Le rassemblement des forces de gauche est essentiel dans notre démarche mais il ne se décrète pas.

Il ne peut pas se construire par un appel, comme le texte « *Pour un printemps du communisme* » le propose, à un hypothétique « *front commun* », qui n'a aucune chance d'aboutir sans rapport de force social et sans action autonome du parti. De même, les propositions d'un « *front social et politique* » et d'un « *forum national* » inscrites dans *le texte du conseil national*, aussi louables soient-elles, sont en réalité totalement incantatoires, du moins prématurées.

A fortiori, nous devons cesser de réduire en pratique nos efforts de rassemblement à des alliances électorales. Et, en conséquence, cesser de faire de notre rapport aux autres forces de gauche, notamment France insoumise, l'enjeu principal. **N'enfermons pas le PCF dans une alliance à priori avec FI aujourd'hui, comme nous avons pu le faire hier avec le PS.**

Tendons la main à toutes les forces de gauche opposées à la politique de Macron pour des coopérations politiques en prise avec les luttes. **Et mesurons que pour rassembler, il faut exister.** C'est-à-dire construire avec beaucoup plus d'ambition que nous le faisons aujourd'hui une action autonome du parti, qui place les autres forces de gauche devant leur responsabilité d'ouvrir une perspective à ces luttes. La lutte contre la réforme des retraites, qui menace fondamentalement notre modèle social et le principe communiste « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins » doit être, en particulier, l'occasion d'agir pour faire grandir un débat de société dans le pays et d'agir pour des fronts unitaires d'actions et de propositions.

Dans le contexte politique, **la question clé qui me semble posée aux forces de transformations sociales, singulièrement au PCF, est la suivante : comment réhabiliter les enjeux de classe jusqu'à ce qu'ils dominent les enjeux identitaires pour chaque travailleur.euse ?**

Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie politique du PCF faite de choix clairs et d'un effort inédit de créativité politique pour réarmer idéologiquement le mouvement populaire et le construire politiquement, secteur par secteur, par la constitution de fronts de lutte et de plateformes qui unissent les acteurs.trices des luttes autour d'objectifs précis de transformation sociale, écologique, démocratique. Cette nouvelle stratégie doit s'appuyer sur le meilleur de ce qu'a expérimenté le mouvement ouvrier au XX^e siècle et prendre en compte la réalité actuelle du salariat pour répondre aux défis du XXI^e siècle.

Le texte qui me semble le proche de cette ambition est le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* » parce qu'il traite de manière offensive de l'enjeu des bases sociales du rassemblement, de la bataille d'idées, du rôle du PCF et des nouvelles relations à

construire avec le mouvement social. Le texte du conseil national témoigne de convergences sur ces enjeux mais il manque de cohérence, de clarté et d'ambition d'autant que le bilan qu'il formule est très insuffisant. **Les principes stratégiques que je met en débat ci-après visent à préciser la façon dont nous pouvons concevoir le processus de rassemblement.**

Avant de développer ces principes, une remarque sur les obstacles que rencontrent les luttes.

Pourquoi beaucoup de luttes échouent ? Si les luttes en France, en Europe et dans le monde, ne parviennent pas à déboucher sur de nouvelles conquêtes sociales majeures, du printemps arabe à la mobilisation contre la loi *travail* en France, en passant par le mouvement des indignés espagnols, ainsi que les luttes environnementales, féministes ou antiracistes, cela tient à deux choses : la faiblesse du niveau de conscience de classe et un manque d'objectifs révolutionnaires partagés. Le fait est que la grande majorité des luttes actuelles sont des luttes de résistance et que nous devons compléter cette action essentielle de résistance par de nouvelles luttes offensives, positives, qui créent l'unité de celles et ceux que nous voulons rassembler pour un autre projet de société. « Dire non ne suffit plus » pour reprendre le mot de l'essayiste canadienne Naomi Klein, il faut pouvoir dire oui, de manière consciente et active, à un autre projet de société que le projet capitaliste. À toute résistance à un projet capitaliste, cherchons à adosser une lutte offensive pour porter une cohérence alternative. Sur cet aspect précis, le texte qui me paraît le plus offensif est le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* ».

Une nouvelle stratégie du PCF pourrait être déployée autour de quatre principes :

- Faire vivre dans chaque lutte et chaque échéance l'apport communiste en prise avec les colères du quotidien et les défis du siècle
- Agir pour l'unité des salarié.e.s
- Rassembler par de nouvelles luttes offensives dans des fronts sectoriels
- Préparer un changement de majorité politique dans le pays.

Faire vivre dans chaque lutte et chaque échéance l'apport communiste en prise avec les colères du quotidien et les défis du siècle

Dans chaque lutte, nous devons d'abord mieux identifier les principaux motifs de la colère des travailleurs.euses, des citoyen.ne.s mobilisés. Et ensuite montrer d'une part en quoi la décision qu'on veut leur imposer sert les intérêts de la classe capitaliste, ou de ceux qui veulent maintenir leur domination, et d'autre part en quoi elle constitue une impasse pour les défis du siècle. Pointons les institutions sur lesquelles l'exploitation ou la domination s'appuie et la façon dont l'argent est utilisé. Au nom de la satisfaction des intérêts de la majorité, opposons à cette cohérence une autre : un objectif révolutionnaire à atteindre, une transformation des institutions pour le réaliser, des pouvoirs nouveaux à conquérir, une nouvelle utilisation de l'argent pour le financer. Et multiplions les initiatives de solidarité concrète qui montrent l'utilité immédiate du PCF et l'atout que constitue l'action collective.

Agir pour l'unité des salarié.e.s

En toute circonstance, nous devons travailler à élever le niveau de conscience des acteurs.trices de la lutte de leurs intérêts communs. Il faut donc agir en complémentarité avec les organisations syndicales et associatives en mettant en débat nos propositions. Les grandes transformations que nous portons comme la sécurisation de l'emploi et la formation pour éradiquer le chômage et la précarité ou nos propositions féministes, de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail jusqu'à l'égalité professionnelle, sont des atouts décisifs pour unir des salarié.e.s aux statuts et aux vécus différents. Nous devons donc engager des campagnes de longue durée visant à remporter des victoires idéologiques, ce qui implique de faire sauter des dogmes dominants (comme ceux du « *poids de la dette* », du « *coût du travail* », de l'« impossibilité » de contester la

mondialisation (« *TINA* ») ou l'union européenne néolibérale ou encore la domination patriarcale).

Rassembler par de nouvelles luttes offensives dans des fronts sectoriels

Pour obtenir de nouvelles conquêtes sociales majeures, travaillons à rassembler par la constitution de fronts de lutte sectoriels pour faire progresser des objectifs précis de transformation sociale, écologique, démocratique. Ouvrons des espaces qui permettent la confrontation d'expériences entre les acteurs.trices de luttes d'un même secteur, la valorisation des initiatives les plus rassembleuses. Au sein de ces espaces, cherchons à rassembler tou.te.s les citoyen.ne.s engagé.e.s et les forces autour de plateformes de transformation sociale. Et anticipons chaque échéance électorale, en montrant comment les institutions à l'échelle territoriale concernée peuvent être mises au service de la réalisation de ces plateformes.

Préparer un changement de majorité politique dans le pays

Ces fronts de luttes sectoriels doivent préparer un changement de majorité politique dans le pays. Si les conditions n'en sont pas aujourd'hui réunies, le besoin d'une majorité alternative au pouvoir de Macron est d'ores et déjà posé. Pour construire cette majorité, les forces sociales et politiques qui doivent agir ensemble sont diverses et traversées de débats. Les mobilisations du printemps contre la politique de Macron l'ont confirmé. Notre rôle est d'exposer ces débats, de porter les propositions communistes, de créer des convergences et de permettre aux acteurs.trices des luttes de décider des choix nécessaires à l'élargissement de la mobilisation. À partir des immenses enjeux de promotion de services publics démocratisés, d'une sécurité sociale universelle du XXI^e siècle, en lien avec la sécurisation de l'emploi et de la formation, l'enjeu d'une révolution écologique ou l'enjeu d'égalité femme-homme et tant d'autres qui s'expriment dans le mouvement social, nous devons travailler au rassemblement le plus large de ces forces à l'échelle nationale pour animer des campagnes communes, élaborer des constructions programmatiques ou électorales, qui ne soient pas des constructions de sommet mais des constructions assises sur la mobilisation populaire.

Ces principes peuvent, je crois, nous aider au quotidien pour construire une action plus efficace pour obtenir des victoires sociales et être au cœur d'une nouvelle stratégie du PCF qui rassemble largement les communistes.

*

J'en viens à l'enjeu de la transformation du PCF pour le hisser à la hauteur de ces défis et lui permettre d'être investi massivement par les travailleurs.euses et les catégories populaires.

Une remarque pour dire qu'en la matière, *dire c'est bien, mais faire et évaluer c'est mieux*. L'ambition de transformation de notre parti a été fixée au congrès de 2008. Dix ans plus tard le bilan est bien maigre. Le fait par exemple que la décision, pourtant bien modeste, de créer un porte-parolat paritaire n'ait pas été mise en œuvre en témoigne. En disant cela, il ne s'agit pas de pointer les responsabilités, même si je ne suis pas pour les évacuer, et pour en prendre ma part, ayant été élu au comité exécutif national au dernier congrès. L'enjeu est surtout d'identifier les difficultés concrètes de cette transformation pour les dépasser collectivement. Le sujet est vaste, je ne ferai que deux propositions.

1. Construire des collectifs d'intervention en direction des salariés

Nous avons à plusieurs reprises affirmé notre ambition d'organiser l'action du parti à l'entreprise. Et le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* » prend toute la mesure de cet enjeu politique. Pour avancer, nous savons que les transformations de la production et du travail nous obligent à repenser les moyens de cette action. La première chose à faire est de travailler à

partir de la réalité de notre corps militant pour identifier comment nous déployer dans chaque grand secteur professionnel. Nous avons besoin de collectifs et d'animateurs.trices qui permettront aux camarades qui travaillent dans tel ou tel secteur de participer à un travail collectif. Chacun de ces collectifs pourrait avoir comme première tâche de présenter une vision globale des forces (ou des faiblesses) militantes que nous avons dans ces domaines et d'organiser un début d'activité pour aider à l'intervention et à l'implantation concrète dans chaque secteur.

2. Des réseaux de proposition et d'action

La proposition de réseaux du *texte du conseil national* peut être une bonne proposition mais sans précisions elle ne permet pas de dépasser les difficultés expérimentées par les réseaux existant construits par les commissions nationales du parti. L'action de la direction nationale et la connexion de ces réseaux aux structures de proximité du parti sont essentielles pour permettre que ces réseaux soient massivement investis par les communistes. C'est la condition première si on veut les élargir et les ancrer dans toute la société. Nous pourrions :

- Définir un nombre limité de secteurs stratégiques dans lesquels développer des réseaux thématiques, en lien avec les batailles que nous voulons impulser dans les années à venir.
- Affecter de manière prioritaire à chacun de ces réseaux les moyens nécessaires à son fonctionnement, en lien avec le secteur Vie du parti.
- Concevoir le fonctionnement de ces réseaux de manière à permettre aux catégories populaires d'y participer pleinement.
- Appuyer ces réseaux sur des référents locaux, chargés de faire le lien avec les adhérents du PCF.
- Inviter les responsables nationaux de ces réseaux à participer aux réunions du CEN.
- Soumettre régulièrement les propositions et les actions élaborées au sein des réseaux aux débats du conseil national.

Pour conclure, au regard des objectifs politiques que je viens de formuler, le texte qui me semble constituer la meilleure base commune pour notre travail de congrès est le texte « *Pour un manifeste du parti communiste du XXI^e siècle* ». Et je pense que nombre de propositions formulées dans le texte du conseil national peuvent l'enrichir et le compléter. Surtout, au-delà du choix que j'ai exposé, j'ai essayé de contribuer dès maintenant à faire progresser le rassemblement des communistes avec deux exigences : des choix clairs et un effort de créativité politique. Je le fait avec une seule ambition : contribuer à la définition d'un cap politique de long terme pour le PCF pour une relance de notre parti et des idées communistes. « *Le progrès social est une création continue* » affirmait Ambroise Croizat. C'est ce défi que nous devons relever ensemble.